

« L'Histoire ne fait rien, c'est l'homme, *réel et vivant*, qui fait tout ». KARL MARX

# le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920



**PAS DE** nouveaux avions de chasse

**GEEN** nieuwe gevechtsvliegtuigen

Éditorial :

## DROITS DE L'HOMME ET HYPOCRISIE OCCIDENTALE

Après une difficile progression, l'armée syrienne soutenue par l'aviation russe réussissait, fin janvier, à reprendre la ville d'Aarran, bastion stratégique de Daesh, située à 10 kilomètres d'Al-Bab, dans la province d'Alep. Cette prise permettait aux forces syriennes de se rapprocher de Raqa, ville qui fait fonction de capitale du mouvement terroriste. Cette prise constituait, de toute évidence, un cauchemar pour le patron de la mouvance djihadiste, le dit calife Abou Bakr al-Baghdadi, mais apparemment pas seulement pour lui. En effet, le lendemain, Laurent Fabius pour la France et John Kerry pour les États-Unis élevaient la voix à l'unisson pour protester contre les opérations militaires russes et syriennes visant à récupérer Alep des mains de l'État Islamique et ce, soi-disant, pour des raisons humanitaires. En même temps, l'OTAN décidait de renforcer les « mesures adéquates pour assurer

la sécurité de la Turquie » dont les intentions d'intervenir militairement dans le conflit, cette fois ouvertement, ne font plus mystère. En attendant, l'artillerie d'Erdogan lançait une vaste opération de bombardement contre les forces et les populations kurdes sans que les apôtres du droit-de-l'homme n'en soient le moins du monde émus.

Difficile de trouver des cas plus indécents d'absence de sincérité dans le comportement politique. En réalité, ce ne sont pas des « soucis humanitaires » qui expliquent les réactions colériques de ces pays, mais le fait que le gouvernement du Président Assad avec l'aide russe soit en train de vaincre la barbarie islamique tout en préservant l'unité du pays. Parce que le vrai objectif de la coalition occidentale et d'Israël est de faire de la Syrie ce qu'ils ont fait en Yougoslavie, il

Mars  
Avril

2016 - N°55

1 €

L'invité du DR :

**Bruno Drwevski**

« Diaboliser Poutine et Assad »

**Martin Willems**

Vous avez dit privilèges ?

**Freddy Visconti**

Il y a 50 ans à la FN d'Herstal

**José Fontaine**

Les masques de l'UE

**Philippe Plumhans**

Retour à l'ordre en Argentine

**Freddy Guidé**

L'épopée de Progrès Films

**Alain Berger**

Europe : naissance et déclin d'un espoir

**Robert Waeles**

À propos de « *Sarcophages* », entretien avec Luc Delvaux, commissaire de l'exposition au MRAH

Il y a une quinzaine d'années : démanteler un État coupable de ne pas être totalement soumis aux diktats des grandes puissances néocoloniales, assurer l'encerclement de la Russie et l'empêcher d'avoir accès à la Méditerranée en la privant de la seule base navale dont elle dispose dans cette partie du monde. La grande coalition impérialiste ne peut supporter les résistances et elle a bien compris que la Russie d'aujourd'hui n'est pas celle d'Eltsine, situation qui peut la conduire à une dangereuse option aventuriste et qui souligne l'urgence de lutter pour la paix et contre les fauteurs de guerre. Et chez nous, pour commencer, contre les somptueuses dépenses militaires comme celle prévue pour l'achat d'avions de chasse américains dont la facture s'élèvera à 15 milliards d'euros, comme vient de l'annoncer le ministère de la Défense. C'est pour s'opposer à cette ruineuse aberration que le Parti communiste s'associe d'ores et déjà aux milliers de manifestants qui défilèrent dans les rues de Bruxelles ce 24 avril. ■

## **Bruno Drweski :** **« Diaboliser Poutine et Assad pour mieux faire accepter les guerres »**

*Maître de conférences depuis 1988 au prestigieux Institut National des langues et civilisations orientales (INALCO), affilié au Pôle universitaire Paris-Sorbonne-Cité, Bruno Drweski ne se limite pas à l'exercice de son magistère. Il dirige le site La Pensée libre et participe à la rédaction de plusieurs revues (Ruptures, Les cahiers de mémoire de l'ARAC, Outre-terre, Multicultural Studies, etc.). Cherchant à mettre en œuvre le profil de ce que Gramsci définissait comme l'intellectuel organique, il mène en parallèle diffusion du savoir et activité militante. Géopoliticien et spécialiste des pays de l'Est européen et du Proche et Moyen-Orient et de leurs conflits, collaborateur assidu du Drapeau Rouge, il nous livre son regard sur la situation internationale d'aujourd'hui, en particulier celle où les conflits semblent les plus menaçants pour la paix.*

**Le Drapeau Rouge.-** Certains observateurs disent que nous sommes probablement à la veille d'un conflit armé international de grandes proportions, voire à la veille de la troisième guerre mondiale. Quel est votre avis sur ces pronostics ?

**Bruno Drweski.-** Nous sommes dans une situation qui rappelle celle de tous les empires en phase de décadence avec, dans le cas présent, un « empire

américain » essoufflé, qui a des positions à maintenir dans le monde entier et qui se trouve dans une situation de crise économique et financière artificiellement repoussée par des demi-mesures qui se révèlent au final de plus en plus coûteuses sur le long terme. Situation d'autant plus grave que cet empire est une puissance nucléaire et que le lobby de l'armement y est devenu quasiment le seul secteur productif « national ». Dans ce contexte, on se trouve effectivement devant deux possibilités. Ou négocier avec les puissances émergentes, voire avec les peuples indépendants, une « réduction de sa voilure » et le passage d'un monde unipolaire à un monde multipolaire, ou se lancer dans une fuite en avant qui pourra mener à la conflagration mondiale puisque les puissances émergentes, en particulier celles regroupées dans le BRICS, ne peuvent plus supporter sans être elles-mêmes étouffées, à la fois la dictature du dollar et la course aux armements. Elles ne peuvent donc que défendre leurs positions, comme on le constate en Syrie, en Ukraine ou en mer de Chine, dans l'espoir que, finalement, ce soit la voie d'un partage des responsabilités qui prenne le dessus au sein de l'establishment de Washington. Rien ne permet à ce jour de donner une réponse allant dans un sens ou dans l'autre mais, depuis la dernière phase de la mondialisation, celle des années 1980, nous nous retrouvons dans une situation qui, d'un point de vue géostratégique et économique, rappelle celle d'avant 1914, alors que d'un point de vue idéologique, ce sont les idées fondamentalement racistes et racialisées des années trente, un peu « relookées soft », qui reviennent sur le devant de la scène. Une situation donc hautement explosive.

**Le DR.-** Ne croyez-vous pas que cette situation est directement liée à la crise économique, en particulier à celle de l'Occident ?

**B. D.-** Bien sûr ! Mais, cette fois-ci, c'est une « crise » économique qui est struc-

turelle puisque, dans les faits, elle dure avec, des hauts et des bas, fondamentalement depuis une trentaine d'années, ce qui explique qu'elle s'accompagne d'une profonde « crise des valeurs », dans tous les sens du terme, c'est-à-dire aussi morale, civilisationnelle, culturelle, idéologique, propice à toutes les dérives morbides d'un côté, mais ouvrant aussi la possibilité d'une grande remise à plat de tout le système poussif qui nous domine et mène l'humanité vers l'abîme. Nous constatons ces risques sur le terrain, dans les provocations contre la Russie, soit directement, soit par l'intermédiation de régimes « sous commande » comme la Turquie, le Qatar ou l'Arabie saoudite..

**Le DR.-** L'extrême diabolisation de la Russie et du président Poutine fait-elle partie de cette stratégie guerrière ?

**B. D.-** Lorsque le bloc de l'Est s'est pratiquement auto-dissous, suite à l'émergence en son sein d'une bureaucratie embourgeoisée rêvant d'être admise à la table des grands de l'Occident, on a beaucoup discoursé sur le « socialisme réel », en lui imputant l'invention d'une image de l'ennemi qui aurait été nécessaire à la survie de ce système « artificiel » afin de justifier des politiques de contrôle des populations. Aujourd'hui, force est de constater que, tout en étant devenu un pays capitaliste, la Russie de Poutine n'entend pas être celle de Eltsine habituée à se soumettre aux desideratas de Washington et de l'OTAN. L'arrogance de cette Amérique en déclin ne peut pas se résoudre à accepter que les dirigeants russes aient tout simplement décidé de faire respecter leur pays, situation insupportable à la fois pour l'establishment américain, le président et son entourage de néoconservateurs. C'est ainsi, depuis qu'elle a cessé de dire oui à toutes les exigences d'une OTAN maintenue en vie sans plus aucune légitimité, la Russie et son président sont systématiquement diabolisés, ce qui démontre que c'est le bloc occidental qui a toujours eu besoin d'une image de l'ennemi, que ce soit le « bolchevik avec son couteau entre les

dents », le « péril jaune », « la menace islamique » et/ou « terroriste » et, aujourd'hui des caricatures du genre « Poutine=Staline » ...voire « Poutine=Hitler » ! Toutes sortes de simplifications lamentables mais utiles pour justifier l'existence d'une puissance USA/OTAN devenue manifestement stérile, économiquement, idéologiquement et culturellement.

**Le DR.-** Dans ce contexte, comment caractériseriez-vous le conflit ukrainien ?

**B.D.-** Même s'il est évident que les causes de mécontentement à l'égard des pouvoirs ukrainiens qui se sont succédé depuis 25 ans « d'indépendance » étaient réelles, les USA ont allumé la mèche en Ukraine avant tout pour menacer la Russie dans « son arrière-cour » et cela en réponse au « niet » d'une Russie renaissante s'opposant à toute ingérence dans les affaires intérieures des États, comme elle était alors en train de le démontrer en Syrie. L'ingérence américaine visait à verrouiller au profit de Washington tout le « grand Moyen-Orient » imaginé à l'époque Bush pour contrôler l'approvisionnement en énergie des puissances émergentes et aussi des pays européens. On pouvait en effet craindre à Washington que ces pays ne fussent tentés par les propositions de Poutine d'une intégration économique prometteuse « de Lisbonne à Vladivostok » et, dans le cas spécifiquement ukrainien, d'une entente à trois entre l'Union européenne, Minsk et Moscou pour arriver à un accord de concertations à propos de la coopération économique. À noter que ces deux propositions furent faites justement peu avant les événements de l'euro-maidan et qu'elles furent délibérément ignorées par les grands médias engagés dans ces campagnes de diabolisation destinées à façonner les opinions publiques et à faire en sorte qu'elles soient convaincues que si guerres ou conflits violents apparaissent, c'est forcément la faute à Poutine et aux Russes.

Il n'est pas difficile d'imaginer en tout cas que les événements de Maidan furent en quelque sorte pilotés pour ôter toute perspective de succès à ces

propositions. Les Européens doivent aujourd'hui ouvertement se demander si leurs intérêts dans le domaine des partenariats économiques doivent être axés en priorité vers la « grande Eura-



sie » et la Méditerranée ou exclusivement vers l'Atlantique nord. Autrement dit un « Occident » fermé ou le grand large des convergences et des coopérations Ouest/Est/Sud ?

**Le DR.-** Et quelle est la différence avec les conflits en cours en Syrie, au Yémen... ?

**B.D.-** Dans le monde globalisé, il existe un lien direct entre les conflits d'Ukraine, de Syrie, du Yémen et d'ailleurs, en particulier les interventions en Afrique ou les pressions japonaises en mer de Chine orientale ou américaines en mer de Chine méridionale ou visant Sri Lanka. En Syrie, l'erreur majeure faite par les stratèges occidentaux est d'avoir cru dans les assurances qui leur ont été faites par des pétro-monarques riches mais incultes, relayées par un Erdogan ayant perdu toute conscience de ses limites. La Syrie, même si sa société avait été fragilisée par l'introduction de mesures économiques libérales au cours des années 2000, restait un pays possédant une cohésion sociale forte, une expérience historique et dont le régime politique jouissait d'une réelle

base sociale. Tous les analystes sérieux sont aujourd'hui d'accord pour considérer, sur la base d'enquêtes, de sondages menés depuis 2011, et aussi sur les résultats des élections qui se sont déroulées dans le pays en 2012 et 2014, ainsi que parmi une partie des réfugiés au Liban et en Jordanie, que l'État syrien jouit d'un soutien populaire réel, y compris au sein de la majorité sunnite de la population fausement prise en otage par des « islamistes ».

Ces groupes « islamistes » sont d'ailleurs pour une large part venus de l'étranger, ce qui en dit long sur le l'étroitesse de la base sociale des différentes factions de la rébellion. Le fait que l'armée syrienne ait résisté, pratiquement le dos au mur, à cette violente et richement financée agression depuis cinq ans, avant que la Russie ne vienne participer directement au conflit par la voie aérienne, en dit suffisamment sur la popularité des différentes forces en présence en Syrie : d'un côté, essentiellement, l'armée d'un pays qui défend sa souveraineté et, de l'autre, des dizaines de milliers de

« jihadistes » soutenus directement ou indirectement par les États-Unis, la France, la Turquie, les pétromonarchies. Au Yémen également, on a pu constater, que, fidèle à son histoire, ce vieux peuple, et pas seulement sa composante abusivement qualifiée de « chiite », n'accepte tout simplement pas la loi des princes saoudiens parvenus et résiste victorieusement à des bombardements de masse que, sous d'autres cieux, les grands médias auraient qualifiés depuis longtemps de génocidaires.

**Le DR.-** Israël semble discret dans ces scénarios, est-il pourtant absent ?

**B.D.-** Tel Aviv sait que la haine qu'il soulève dans l'ensemble des populations arabes, toutes orientations confondues si l'on fait exception des élites achetées ou vendues aux puissances occidentales, est telle qu'il ne peut qu'avancer masqué dans toutes ses actions touchant le monde arabo-musulman. Mais, par contre, les médias israéliens, qui sont souvent d'une qualité bien supérieure à ceux que l'on trouve à l'Ouest – le public israélien doit être informé de la

réalité des choses – nous confirment que Tel Aviv a un intérêt objectif à soutenir toutes les entreprises de division et de fragmentation du monde arabomusulman et que plus la guerre de Syrie ou d'Irak durera, mieux ce sera pour le maintien de l'occupation de la Palestine et pour les intérêts de l'industrie d'armement israélienne. Ce qui explique les liens visibles entre Tel Aviv et les autorités du Kurdistan méridional d'Irak ou des groupes de rebelles syriens comme Al Nosra. Par ailleurs, Israël vient de signer un accord avec Chypre et une Grèce démolie sous la pression de l'Union européenne, qui va lui permettre d'exploiter, et à terme sans doute de faire passer, le gaz extrait le long de ses côtes. Peut-être pourra-t-il aussi faire transiter le gaz provenant du Qatar à destination de l'Europe contournant désormais la Syrie mais aussi la Turquie qui, du coup, perdra son rôle de transit alternatif gazier par rapport à la Russie et l'Iran. Car la guerre de Syrie fut surtout une guerre du gaz qui, dans la stratégie de Washington, devait éloigner l'Europe de la Russie et de l'Iran pour la ramener vers des champs gaziers contrôlés par Israël ou par les compagnies d'outre-Atlantique dans la péninsule arabique. L'impressionnant retournement de la Grèce de Tsipras, jusqu'ici traditionnellement pro-arabe et pro-palestinienne, doit dans ce contexte, être analysé comme un succès pour les partisans d'une Europe « unie » dans le but de rester définitivement amarrée à la géopolitique de la puissance nord-atlantique.

**Le DR.- Et la France ? Quel est son rôle dans le comportement politique de l'Union européenne vis-à-vis de ces conflits ?**

**Ph L.-** Depuis les deux dernières présidences, en particulier, la France a cessé de se battre pour « garder son rang » comme on le disait sous ses « grands présidents ». Elle est redevenue, comme à l'heure des MRP et des Guy Mollet, une puissance de second ordre guerroyant pour les intérêts de l'empire euro-atlantique tâchant, par ce biais, de préserver quelques prébendes pour ses entreprises, en particulier celles de l'armement, la seule de ses industries qui n'ait pas été menacée de délocalisation. À cela, il faut ajouter le fait que plusieurs travaux de recherche ont montré que l'action des lobbies sionistes dans la vie politique, sociale, culturelle, économique, médiatique, qui ont pris en otage une partie de la communauté juive, a fonctionné dans la durée et qu'elle s'est nettement renforcée depuis la dernière action d'envergure d'une France qui se voulait encore gaulliste lors de son « non » exemplaire à l'invasion de l'Irak en 2003. La France d'aujourd'hui n'est donc plus que l'ombre lamentable de ce qu'elle a été et ses dirigeants interchangeables, Hollande, Sarkozy, Juppé, Fabius, Vals, Ayrault, Macron, Lagarde, etc. sont à l'image de ce désastre. Désastre qui s'est manifesté par le retour de Paris, la queue basse, dans l'organisation militaire de l'OTAN, sans qu'aucun débat démocratique ne soit toléré, preuve de la domestication des grands médias. Désastre qui s'est manifesté aussi par le refus de ses élites dirigeantes de tenir compte en 2005 de la parole du peuple qui s'était clairement exprimé à l'occasion du référendum portant sur l'Union européenne. Ses élites politiques sont désormais totalement déconnectées du peuple, ce qui se manifeste aussi lors des interdictions grotes-

ques d'actions pacifiques de boycott des produits israéliens, actions conformes à toutes les règles faisant partie de la tradition démocratique.

Mais on doit rappeler à cet égard que, dans les années trente, si les organisations de gauche et des masses populaires juives, en particulier aux USA, avaient lancé des actions de boycott des produits du 3<sup>ème</sup> Reich, les organisations sionistes, elles, s'y étaient activement opposées, préférant négocier des avantages avec Berlin. De la même façon, Tel Aviv a coopéré étroitement avec l'Afrique du Sud de l'apartheid. Bref, il y a là une logique qui ne risque pas d'être analysée par les grands médias, justement à cause des intérêts objectifs que les capitalistes occidentaux ont avec des États qui, comme Israël, jouent le rôle de chien de garde de leurs intérêts au profit d'élites possédantes anglo-saxonnes, germaniques, latines ou juives. Peu importe qui elles sont, dès lors qu'elles tirent en commun les bénéfices de l'exploitation des peuples en faisant tout pour opposer ces mêmes peuples par des querelles « identitaires » manipulées. La guerre civile mondialisée pourrait être la dernière chance de prolonger l'agonie d'un capitalisme désormais arrivé à son stade, non plus suprême, mais terminal. L'humanité progressiste trouvera-t-elle dès lors la force de s'opposer à la guerre finale de « tous contre tous » en apportant la réponse positive à ce que Rosa Luxemburg avait déjà si bien formulé comme seule alternative possible lors du premier conflit mondial : « socialisme ou barbarie » ? ■

*Propos recueillis par Vladimir Caller*

**Vous êtes intéressé par l'histoire du communisme en Belgique ? Vous avez des archives relatives au mouvement ouvrier et ne savez qu'en faire ?**

Les **ARCHIVES COMMUNISTES** (CARCoB asbl) sont là pour vous répondre.

Depuis 1996, le CARCoB accueille chercheurs, étudiants ou passionnés et leur ouvre ses 2 kms de collections.

Contactez-nous :  
**CARCoB**, 33, r. de la Caserne,  
B-1000 Bruxelles,  
Tél.: 02 513 61 99  
carcob@skynet.be  
<http://www.carcob.eu>

Heures d'ouverture (sur rendez-vous) :  
du lundi au samedi, de 10 à 16 heures.

*La question d'un cheminot militant :*

## Le plan Galant : restructuration ou démantèlement ?

**D**ans l'esprit de ses auteurs, le plan présenté par la ministre Galant en juillet 2015 cherche à réduire drastiquement de plus de 3 milliards d'euros en cinq ans la dotation de l'État au groupe SNCB. Ce plan prétend adapter le réseau ferroviaire belge à l'évolution du marché global européen et permettre ainsi à la SNCB de pouvoir faire face à la future concurrence étrangère, notamment en matière de trafic des voyageurs. Le plan viserait à augmenter les capacités de production et à améliorer le service en fréquence, vitesse, confort et sécurité, là où il subsisterait, naturellement.

En réalité, la philosophie profonde du projet, dans la logique implacable du capitalisme, est la concentration sur les axes forts, le sort du reste du réseau devenant plus qu'aléatoire. Les régions économiquement faibles s'en trouveront donc par-

ticulièrement touchées. C'est l'aggravation inévitable des inégalités : les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. L'étude produite par la ministre MR est strictement technocratique. Au regard des problèmes économiques essentiels, le cabinet Galant adopte cette attitude inouïe : ce n'est pas notre affaire ! Dès lors, Jacqueline Galant se soucie, comme un poisson d'une pomme, de questions aussi fondamentales que : l'emploi des cheminots (7000 postes supprimés à l'horizon 2019) ; l'emploi en cette période de crise grave et de chômage énorme ; l'absence d'une politique globale des transports ; les investissements, notamment en matière d'entretien du matériel et de l'infrastructure ; le sort des régions économiquement déprimées ; l'environnement et la qualité de vie.

De toute évidence, pour les syndicats

reconnus du Sud et du Nord du pays, la lutte s'engage. L'affaire est capitale pour les cheminots, comme pour la population. C'est sans aucun atermoiement que doit s'organiser la discussion, la mobilisation et l'action.

Les cheminots agissant dans l'unité plus que jamais nécessaire, doivent intéresser et amener à leurs thèses les couches les plus larges de la population, de toute évidence concernée, de façon à constituer un vaste front progressiste. Il importe de ne pas tomber dans le piège possible du saucissonnage imposé par le gouvernement Michel. L'opinion et les voyageurs en particulier n'attendent pas seulement de nous un « no pasarán » au plan Galant. Soyons à leur écoute au travers des associations citoyennes, des voyageurs, etc.

Cheminots, progressistes, unissons-nous !  
Tous ensemble, nous l'emporterons ! ■

## Soutien aux 8 condamnés de Goodyear

*René Andersen\**

*Ce jeudi 25 février 2016 une belle délégation des fédérations du PC Charleroi et Bruxelles s'est rendue à la soirée du Comité de Soutien de Lille (à l'Espace Marx).*

Quasi tous les jours nous entendons que des attaques sont menées contre les travailleurs qui se battent pour leur emploi, que ce soit en France, en Espagne, en Belgique (le récent cas du cheminot Jordaen ..). En France, il était déjà arrivé que certains juges condamnent des grévistes pour leurs actions, mais ici c'est différent, on passe à un niveau supérieur. Alors que le patron de Goodyear ainsi que les deux cadres qui avaient été séquestrés une nuit avaient retiré leur plainte, la nouveauté vient de ce que le Procureur de la République a voulu continuer la procédure. C'est du jamais vu depuis la fin de la guerre. C'est donc le gouvernement Valls-Hol-

lande qui attaque les salariés et qui veut les condamner à 2 ans de prison dont 9 mois ferme. Les 15 mois restants sont assortis d'un sursis de 5 ans ce qui revient à retirer de la lutte sociale les 8 délégués gèneurs. Si la condamnation est confirmée au tribunal d'Amiens, ce seront clairement des prisonniers politiques! S'ouvrira alors une ère de répression qui touchera par effet de contamination, tous les travailleurs d'Europe. Car finalement c'est la politique ultralibérale européenne que nous subissons, ce sont les conséquences de la signature du traité d'austérité TSCG qui nous entraîne dans la voie du "syndrome grec" mais en mode lent!

Le projet du gouvernement est de faire peur à TOUS les salariés de France. Mais au lieu de transformer les gens en de braves petits moutons, leur condamnation commence à produire l'effet inverse. Les gens redressent la tête. Ils prennent conscience qu'il faut stopper cela sous peine de devenir les prochaines victimes. Du coup chaque jour, de nouveaux comités locaux de soutien se créent partout

en France. Ce mouvement doit s'amplifier encore afin de préparer une grande initiative nationale qui pourrait se tenir le 1er mai 2016 à Paris. Une décision définitive quant au moment et au lieu de ce rassemblement national sera prise lors de la réunion de tous les comités locaux le 12 mars 2016 à Paris. A noter également qu'en Espagne s'est ouvert le procès des 8 syndicaliste d'Airbus qui avaient protesté contre les mesures d'austérité du gouvernement Zapatero. La peine réclamée est de 8 ans et 3 mois de prison..

Ces attentes aux droits des travailleurs, ne peuvent pas rester sans réponse. Toutes les forces progressistes doivent soutenir massivement ces protestations de manière à renforcer la défense des libertés syndicales, la défense du monde du travail et la défense des droits démocratiques. ■

Pour ceux qui désirent aider les 8 de Goodyear, voici une adresse de contact: [lille.soutienauxgoodyears@gmail.com](mailto:lille.soutienauxgoodyears@gmail.com)

\* Ex-délégué syndical FGTB; membre du Parti Communiste

# Vous avez dit privilèges ?

Martin Willems, secrétaire permanent CNE

*En ces temps de lynchage syndical, on l'a entendu cent fois : les syndicats ne défendraient plus que les privilèges de certaines classes de travailleurs. Sur RTL, en décembre 2015 : « La colère des Belges envers les grévistes de la SNCB est légitime : Ils disposent de privilèges d'un temps révolu... comme les nobles en 1789 ! » Avec les « prises d'otages » et « l'archaïsme », cela fait partie de la panoplie antisyndicale du parfait petit commentateur qui veut souffler dans le sens du vent*

Dans la lutte pour le progrès social, certains avancent plus vite que les autres.

La presse, en parfait auxiliaire du pouvoir en place, participe à un plan bien ficelé : il faut supprimer tous les statuts avantageux et les meilleures conditions de travail. Si de tels régimes de travail ne concernent déjà plus grand monde, ils sont pourtant gênants pour ceux qui prônent le nivellement par le bas, la flexibilité et la précarité généralisées. Ils sont un rappel permanent (et insolent) du temps des conquêtes sociales d'avant l'offensive libérale, et pourraient devenir le symbole, le but à atteindre pour de nouvelles luttes. Il faut couper les têtes qui dépassent, afin qu'il n'y ait plus d'exception ni de frein à l'exploitation.

Il est pourtant bien normal que les syndicats défendent avec acharnement ces travailleurs présentés comme « privilégiés ». Car le syndicalisme ne peut progresser que secteur par secteur, entreprise par entreprise. Il est donc naturel

que les conditions de travail s'améliorent d'abord là où le rapport de forces est le meilleur. L'objectif n'est pas de cultiver les différences entre secteurs « forts » et secteurs « faibles », mais d'avancer là où c'est possible, en espérant tirer ensuite les autres à ce niveau, les meilleures conditions de travail devenant un exemple, une propagande permanente, un objectif réalisable à atteindre pour les autres travailleurs. C'est justement ce qui dérange les possédants.

À écouter leurs détracteurs, les syndicats devraient, par souci d'égalité, accepter de reculer là où les conditions de travail sont les meilleures, pour – éventuellement et un peu – faire progresser les moins favorisés. Couper la poire en deux en quelque sorte. Ainsi, on nous a dit que s'il fallait compenser l'injustice des différences entre ouvriers et employés, il faudrait diminuer ce qui est donné aux employés pour pouvoir donner plus aux ouvriers. L'étape suivante sera de nous dire qu'il est anormal que les pensions des fonctionnaires soient plus élevées que celles des travailleurs du secteur privé, et il faudra diminuer les pensions des premiers pour donner un peu plus aux seconds. Accepter cette stratégie serait une erreur. Car cela revient à partager la misère. À organiser l'égalité sans changer la taille du gâteau. C'est un jeu de dupes, car on créera toujours d'autres précarisés pour lesquels on nous priera de recouper la poire en deux, puis en quatre, en huit, etc. Il n'y a de réel progrès qu'à tirer vers le haut sans laisser reculer personne.

Les mêmes qui pourfendent les « droits acquis », comparés aux privilèges de l'Ancien Régime, trouvent par contre tout à fait normales les différences de salaire grandissantes entre dirigeants et travailleurs du bas de l'échelle, ou l'ingénierie fiscale qui permet à une multinationale de payer moins d'impôts que le plus modeste de ses travailleurs.

**Sauver les meubles plutôt que la maison ?**

Pour autant, les organisations syndicales devraient profiter de cette critique déplacée pour faire un peu d'introspection. Car si ce que pensent des syndicats les dominants et leurs servants nous importe peu, il faut remarquer que beaucoup de travailleurs, de chômeurs, de jeunes, sont eux aussi critiques et méfiants à l'égard des organisations syndicales. Et qu'à la base aussi, on entend murmurer, parfois avec raison, que les syndicats déploient plus d'efforts pour préserver les droits de ceux qui en ont encore que pour dénoncer le chômage et les conditions de travail les plus précaires. Pire encore, dans un contexte où les directions syndicales sont sur la défensive, ont perdu tout espoir de conquérir des droits nouveaux et veillent surtout à ralentir au maximum le détricotage, beaucoup des accords les plus récents recèlent une logique dramatique et mortifère : on se résigne au recul social pour autant que les travailleurs qui bénéficient déjà du droit voué à disparaître puissent en bénéficier jusqu'à la fin de leur carrière ou du contrat en cours. Cette logique est dramatique parce qu'à part préserver les travailleurs les plus anciens, on accepterait que les nouveaux travailleurs soient dorénavant moins bien lotis que leurs aînés. Pensions, prépensions, pensions complémentaires, préavis de licenciement, barèmes salariaux, régime de disponibilité des chômeurs : combien de ces dossiers ont-ils été négociés en limitant les dégâts pour les travailleurs en place, sur le dos des futurs travailleurs, qu'il s'agisse des actuels sans-emploi ou des prochaines générations de travailleurs ? Qu'un gouvernement clairement à la solde des nantis s'évertue à appauvrir les travailleurs est une chose ; que des organisations syndicales sanctionnent ce recul par un accord en est une autre.

Il est indéniable que les organisations syndicales mettent en œuvre tous leurs moyens d'influence lorsqu'il est question de remettre en cause le statut des cohortes de prépensionnés ; mais il est également manifeste que les protesta-

tions dépassent peu le stade de l'indignation lorsque sont supprimées les allocations d'insertion aux jeunes commençant à chercher un emploi après 25 ans, comme c'est de plus en plus souvent le cas, ou lorsqu'est divisée par deux l'allocation de garantie de revenu (AGR) pour les travailleurs (souvent travailleuses et/ou jeunes) à temps partiel.

On ne s'étonnera dès lors pas que de jeunes militants puissent estimer que les organisations syndicales défendent surtout les travailleurs en fin de course et servent à ceux-ci de parachute pour terminer sans heurt une carrière qui grosso modo s'est déroulée dans les années dorées. Tandis que les nouvelles générations sont ballottés de chômage à contrat temporaire, de statut précaire à temps partiel hyper-flexible, et lorsque *in fine* ils arrivent à décrocher un contrat à durée indéterminée, ce ne sera pas avec les mêmes conditions que celles dont ont bénéficié leurs aînés. Lorsque ces nouveaux militants s'organisent, c'est au sein de mouvements contestataires qui estiment que les organisations syndicales font partie du problème, comme le mouvement des Indignés.

Les ingrédients sont là pour déclencher une guerre des générations, une guerre entre travailleurs et chômeurs, entre travailleurs précaires et travailleurs prétendant « privilégiés ».

Qu'on en arrive là n'est pas étonnant. Ce fut toujours la manœuvre des nantis que de laisser se disputer les gueux entre eux, particulièrement en temps de crise. Étrangers contre travailleurs « de souche », hommes contre femmes, anciens contre jeunes, travailleurs contre chômeurs. Laisser les chiens se déchirer les quelques miettes qu'on leur laisse. On ne peut pas l'ignorer : les vrais privilégiés ne se situent pas chez certains travailleurs un peu moins exploités que les autres, mais chez les possédants. Les médias nous abreuvent depuis ce début d'année des mauvais résultats boursiers, nous faisant croire que c'est notre problème à tous et qu'une nouvelle crise pourrait survenir. Sans rappeler que les cours de bourse ont progressé de plus de 100 à 150% depuis 7 ans, tandis que les travailleurs paient, eux, encore et toujours la crise de 2008. Les enquêtes et révélations se sont succédées sur les

excès de l'optimisation et de la compétition fiscale entre États, sur les paradis fiscaux, sur l'absence de tout effet sur l'emploi des nombreux cadeaux et subsides aux entreprises. On confisque et privatise les ressources publiques puis on laisse les travailleurs se déchirer entre eux le peu qui reste.

cristallisent naturellement dans les secteurs où il existe encore un rapport de forces et donnent fatalement l'impression d'une lutte d'une catégorie de travailleurs pour leurs intérêts particuliers.

C'est l'ensemble des organisations syndicales qui auraient dû organiser et



### Travailleurs, unissons-nous et faisons bloc

La ficelle est connue, il revient aux organisations syndicales de ne pas tomber dans le panneau. Comment ? En renforçant ce qui unit les travailleurs plutôt que ce qui les différencie. Les organisations syndicales sont structurées en centrales professionnelles avec une coupole interprofessionnelle. Si cette organisation a du sens dans un contexte de conquête sociale (pouvoir avancer plus vite là où c'est possible), par contre, dans le contexte défensif que nous connaissons depuis plus de trente ans et qui ne fait que s'accroître, l'interprofessionnel devrait prendre le pas sur les centrales professionnelles. La défense du monde du travail dans son ensemble (travailleurs et sans-emploi, secteurs « forts » et secteurs « faibles », sous-statuts et statuts mieux protégés, secteurs en difficulté et secteurs plus fortunés) doit être encouragée, plutôt que la division des luttes, où chacun des secteurs est laissé à lui-même, où les combats se

mener la lutte des cheminots. Car à travers ce combat, il y a celui de tous les travailleurs et d'un modèle de société : défense du service public contre la privatisation de l'économie ; investissement dans les transports en commun comme solution aux problèmes de mobilité ; promotion d'un statut négocié et renforcé pour les travailleurs contre le détricotage du droit du travail et de la concertation sociale, contre la précarité généralisée ; refus de l'augmentation des cadences et de la flexibilité du travail. Cette lutte est emblématique du refus d'une société ultralibérale, et non le combat des seuls cheminots pour l'un ou l'autre avantage particulier. Caricaturer cette lutte en conflit corporatiste aurait été impossible si derrière les cheminots, il y avait eu l'unité de tous les travailleurs.

On veut nous diviser pour mieux régner ; nous n'avons pas d'autre choix que de nous unir pour renverser le rapport de forces. ■

# Et le logement, quoi de neuf ?

Marie-France Deprez

Récemment, le gouvernement wallon a approuvé un projet de mesure imposant un saut d'index sur les loyers. Cette mesure sera effective pendant 365 jours après le vote du décret au parlement wallon. Concrètement, cela signifie que pendant un an, il n'y aura pas d'augmentation automatique des loyers pour les quelques 400.000 ménages wallons locataires de leur logement.

Une bonne nouvelle pour le Syndicat des locataires : « *C'est un signal positif fort en faveur des locataires qui doivent supporter des loyers dépassant considérablement les capacités contributives* ». Soulignant que Bruxelles compte une majorité de locataires en son sein, il demande que « *les deux autres régions prennent les mêmes dispositifs dans les meilleurs délais* ».

Au parlement bruxellois, des propositions d'ordonnance ont été déposées pour réguler le marché locatif (ECOLO) et instaurer un encadrement des loyers sur le marché privé (PTB).

À Bruxelles, un autre problème existe : les logements inoccupés. Un inventaire précis n'ayant plus été réalisé depuis 1998, il est difficile de les dénombrer (entre 15.000 et 30.000). En 2009 a été votée une loi qui permet de contraindre les propriétaires à remettre en location des logements vides. Dans un précédent numéro<sup>(1)</sup>, nous avons exposé les limites de cette loi, très difficile à faire appliquer. Face à cette réalité, des associations bruxelloises n'ont pas baissé les bras et si elles n'ont pas les pouvoirs de faire appliquer la loi, elles mobilisent bien d'autres moyens.

Ainsi, depuis 2012, le RBDH (Rassemblement Bruxellois pour le Droit à l'Habitat) a déposé 340 plaintes concernant des logements vides. Ces actions ont permis de remettre sur le marché de l'immobilier une centaine de logements dont certains à travers des AIS (Agence Immobilière Sociale). Il a aussi utilisé une autre voie : une action en cessation<sup>(2)</sup> auprès du tribunal de première instance de Bruxelles qui vient d'en reconnaître le bien-fondé et de contraindre un propriétaire à rénover un bâtiment et à le remettre en location. Cet exemple (même si le jugement est encore susceptible d'appel) montre qu'il est possible d'agir et que l'action paie ! ■

(1) N°44.

(2) Procédure qui permet de faire cesser une infraction nuisant aux intérêts collectifs des consommateurs.

# Tihange 2, Doel 3, un danger potentiel

Marie-France Deprez

Alors que la remise d'une pétition de 166.000 signatures à Jan Jamboon, ministre de la Sécurité et de l'Intérieur en charge de la sécurité nucléaire, n'a pas pesé contre la décision de faire redémarrer les deux réacteurs (Tihange 2 et Doel 3) ; alors que la demande d'une expertise indépendante avant ce redémarrage a été ignorée, que penser des dires de l'AFCN (Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire), selon qui ce redémarrage n'aura pas « un impact inacceptable » sur la population vivant dans un rayon de 75 km autour de ces réacteurs ! Rappelons que dans ces zones se situent notamment les villes d'Anvers, de Liège... Ne serait-ce pas le signe que les intérêts d'Engie/Electrabel comptent plus que la sécurité des citoyens ?

Pour mémoire, ces deux réacteurs datent du début des années 80. C'est en

juin 2012 que Doel 3 avait été mis pour la première fois à l'arrêt, lorsque, lors d'un entretien annuel, des anomalies avaient été constatées dans les parois de la cuve du réacteur. Comme la cuve du réacteur de Tihange 2 avait été construite par la même entreprise, elle avait été vérifiée et le réacteur également mis à l'arrêt en août 2012. Les défauts révélés en 2012 sont couramment appelés fissures ou euphémiquement microbulles d'hydrogène par Electrabel. Ce sont, en fait, réellement des « bulles » d'hydrogène qui peuvent atteindre 18cm de long et 5cm de large sur une faible épaisseur : pas vraiment « micro »... Jugeant les résultats des analyses d'échantillons de métaux « similaires » recevables, l'AFCN avait donné son aval au redémarrage des réacteurs en mai 2013, mais ceux-ci furent à nouveau mis à l'arrêt début 2014.

Lors du récent redémarrage (janvier 2016), l'inquiétude s'est manifestée de partout : Luxembourg, Hollande, Allemagne. En Belgique, l'ASBL Nucléaire stop Kernenergie s'est mobilisée. Elle réclame une nouvelle étude, jugeant que les conclusions concernant ces réacteurs endommagés et non réparables ont été établies par des personnes aux intérêts souvent trop intimement liés au nucléaire. Elle fait aussi remarquer que la façon dont s'est effectué le redémarrage (redémarrage lent, élévation de la température de l'eau des cuves, proposition d'étendre la distribution de pilules d'iode à toute la population) donne des signaux inquiétants. Ce mois de février, elle s'est adressée au Tribunal de première instance pour demander en référé l'arrêt des réacteurs. Un jugement sera rendu d'ici deux mois. ■

# À la FN d'Herstal, les « femmes-machines » ont porté haut l'étendard de l'égalité

Freddy Visconti

Il y a 50 ans les femmes de l'usine Fabrique Nationale à Herstal démarraient une grève qui allait durer du 16 février 1966 au 5 mai. Cette grève est devenue le symbole de la lutte des femmes. Elle s'étendra à d'autres entreprises et suscitera un vaste mouvement de solidarité à travers l'Europe. Théoriquement, le « traité de Rome » prévoyait en 1957 un alignement des salaires dans les 5 ans et en Belgique, des négociations avaient eu lieu en 62 et en 65. Mais les patrons freinaient au maximum et la mise place s'avérait très difficile. Si l'écart avait été réduit, non seulement il subsistait, mais en plus, les femmes restaient (et restent) souvent cantonnées dans des catégories de métiers sous valorisées.

La F.N. employait 13.000 travailleurs en 1966, dont 3.900 femmes. Ces ouvrières occupaient le bas de l'échelle : le travail des « femmes-machines » se faisait dans des conditions pénibles, sans aucune sécurité (huiles toxiques, bruit, manque d'hygiène, absence de vêtements de protection). Il y avait beaucoup de blessées. Lorsqu'elles rentraient à la maison, les enfants leur disaient « Maman, tu sens mauvais l'huile ». « *La chaleur était insupportable. Elle pouvait monter jusqu'à 50°, 60° parfois. Elles travaillaient, les bras dans une huile hautement toxique avec des projections dangereuses. Pour se protéger, elles devaient endosser de lourds tabliers qui rendaient la chaleur plus pénible encore. Pour avoir un peu de fraîcheur, elles mettaient de l'eau dans leurs sabots. Des courroies pendaient du plafond et provoquaient régulièrement des accidents.* »<sup>1</sup>

À l'époque, l'ouvrier le moins qualifié qui entrait à la F.N. était payé directement en classe 4 et pouvait régulièrement progresser ; par contre, les femmes se répartissaient dans les classes 1 à 3 et ne pouvaient espérer monter plus haut puisqu'elles ne suivaient pas les formations internes à la F.N. ! Les femmes restaient sous-représentées : elles constituaient 30% de la main-d'œuvre, il n'y avait que 7% de déléguées<sup>2</sup>.



Révoltées par l'injustice, elles veulent un salaire juste et réclament une augmentation de 5 francs l'heure. Mais rapidement leur slogan deviendra : À TRAVAIL ÉGAL, SALAIRE ÉGAL. À partir de mars, la grève fait tache d'huile, des travailleuses de Jaspard-Westinghouse, des Acec (Herstal et plus tard Charleroi), des ateliers Schröder partent en grève. Le 25 avril sera un point culminant de leur lutte avec une manifestation de plus de 5000 personnes dans les rues de Liège. Des travailleuses des Acec, des banques, des grands magasins ont arrêté le travail pour y participer. On y rencontre aussi des organisations féministes, des syndicalistes de tout le pays et même d'Europe. Après 12 semaines de lutte, un accord est adopté, elles obtiennent 2 francs, tout de suite et 75

centimes au premier janvier suivant. Mais elles auront enfin obtenu une reconnaissance. Elles auront marqué l'histoire syndicale.

Des politiques leur ont apporté leur soutien, c'est le cas notamment de Suzanne Grégoire, militante du Parti Communiste de Belgique (PCB), conseillère communale de Herstal qui soutiendra le comité de grève dès la première heure. Elle avait d'ailleurs été à ses débuts, ouvrière à la FN et y avait commencé son parcours de militante communiste. Le 8 octobre 1966, elle sera élue trésorière du comité "À travail égal, salaire égal"<sup>3</sup>. Ce Comité indépendant a été peu soutenu par les syndicats ou les associations féminines.

Aujourd'hui, 50 ans plus tard, le monde du travail a évolué, notamment pour les femmes. Mais force est de constater que de nombreuses discriminations existent encore. On pense au plafond de verre ou aux classifications de fonction. L'écart salarial existe encore, on l'estime en moyenne à 22% mais c'est grâce au combat acharné qu'ont livré les ouvrières de la FN qu'il a été fortement réduit. À travail égal, salaire égal, un slogan qui évoque une page de l'histoire ouvrière mais qui reste toujours d'actualité. ■

## Deux expositions à voir :

### FEMMES EN COLÈRE

([www.femmesencolere.be](http://www.femmesencolere.be))

du 16 février au 26 mars de 10 à 17h ;  
tous les jours sauf le dimanche  
Aux anciens ateliers du Pré-Madame  
rue du Tige, 13 à 4040 Herstal

1966-2016 :

### QUAND LES FEMMES LUTTENT POUR LEURS DROITS

Du 8 mars au 26 avril  
à la CSC Liège-Huy-Waremme.  
Bd Saucy, 10 à 4020 Liège.

(1) Jean Marc Namotte, fils d'un régleur de la FN

(2) [hachhachhh.blogspot.be](http://hachhachhh.blogspot.be).

(3) Freddy Guidé in "<http://nouvellesduprogres.skynet-blogs.be/>"

# Les masques de l'Union européenne

José Fontaine\*

**L'Europe avance masquée depuis 1945. Masque pacifiste : elle épargnerait le continent de la guerre. Masque de prétendues « lois » de l'Histoire : les Etats-nations « dépassés » comme, jadis, les principautés féodales annexées à l'État national, devraient comme elles se fondre dans un ensemble plus vaste.**

## Oubli des luttes et des conquêtes sociales

Pareille vision fait fi de la transformation profonde de ces États avec la montée en leur sein des masses laborieuses qui en deviennent parties prenantes, desserrant la domination bourgeoise après deux siècles de luttes. L'immédiat après-guerre en est l'aboutissement : puissance des syndicats ; suffrage universel masculin puis féminin ; puissance économique des services publics. Et, plus fondamentalement sur le plan social, économique et politique, cette Sécurité sociale que Bernard Friot considère comme la reconnaissance sans précédent de chacun comme producteur des richesses nationales.

Les partisans de l'Europe obnubilés par une vision naïve de l'histoire seulement soucieuse de la diversité des États (supposée attentatoire à l'unité) et de leur affaiblissement relatif sur la scène mondiale, ne tiennent compte ni des avancées inouïes dans toute l'Histoire humaine dont nous venons de parler, ni de ce qu'elles ne procèdent plus du fait du Prince (comme le passage de la féodalité à l'État national), mais de la démocratie.

## L'État européen amènera la démocratie ?

Certains en arrivent comme Verhofstadt et Cohn-Bendit se passer de ce préalable démocratique. À la fin de leur ouvrage *Debout l'Europe* (Versaille, Bruxelles, 2012), à une question de Jean Quatremer sur le danger de voir se constituer un monstre technocratique européen, Guy Verhofstadt répond : « *Ce n'est pas la démocratie qui amène l'État, c'est l'inverse, et le mouvement est toujours porté par une élite bourgeoise. L'exemple britannique est très clair : jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, seuls 5 ou 6% des hommes avaient le droit de voter. Il faut attendre 1918 pour que le suffrage devienne universel et 1928 pour qu'il soit étendu aux femmes. Je pense donc qu'il est faux de créer une démocratie fonctionnelle pour qu'émerge, ensuite, une fédération européenne* (pp. 118-119). » Le projet de créer un vaste ensemble est à ce point obsessionnel qu'on ne se soucie plus de démocratie. Bruno Poncelet dans *Europe, une autobiographie non autorisée* (CEPAG, Namur, 2014) et Robert Salais dans *Le Viol d'Europe*, (PUF, Paris, 2013) soulignent que c'est ce qui s'est produit.

Et cela se poursuit : le Président Juncker déclare au Figaro le 29 janvier 2015 après la victoire de Syriza en Grèce en écho à Verhofstadt : « *Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens*. » Soit les traités TSCG et MES qui fixent pour les deux décennies à venir la politique budgétaire de tous les gouvernements, à l'exception du Royaume uni, du Danemark et de la Slovaquie. Aucun Parlement national ne peut le mettre en cause. *Debout l'Europe* le justifie au nom du bien des citoyens européens face à la crise financière et bancaire. Avec un gouvernement « *comme au Japon et aux USA* » pour imposer une discipline aux différents États, écrivent Verhofstadt et Cohn-Bendit, il n'y aurait pas de crise de l'euro : « *Quand la Californie fait faillite ou qu'un État américain accumule des déficits exorbitants, cela n'implique pas pour autant la fin de la monnaie américaine, le dollar. Alors qu'en Europe une toute petite économie comme celle de la*

*Grèce, qui ne représente que 2% du PIB européen, peut mettre en péril toute la zone euro* (p. 23). » Ce gouvernement prendrait les mesures adéquates de nature à rassurer les marchés, contrôlé par un Parlement européen aux compétences renforcées, ajoutent-ils. Ce Parlement qui n'a rien à dire, on souhaite qu'il « *rassure les marchés* ».

## L'Europe piétine la démocratie et les nations

L'Union européenne n'a pas été fondée démocratiquement. Et l'espace national est plus qu'un pur contenant : « L'État-nation a été une condition nécessaire (mais pas suffisante) à la constitution de la démocratie parce que sa dynamique première est de nature politique, parce qu'il exprime le lien constitutif qui se crée entre État et nation (l'ensemble des citoyens), parce qu'il justifie le caractère unique et impératif de la norme légale qui permet d'instituer une « *puissance publique* » à laquelle doivent se soumettre les intérêts particuliers au nom de l'intérêt général de la collectivité ».

Certains Européens après 1945, voulaient associer les peuples à la construction de l'Europe. La vision de Monnet a prévalu : unir non les peuples, mais les économies selon la technique de l'« *engrenage* », manière, par rapprochements progressifs, d'atteindre le point de non-retour de l'unification et d'imposer l'« *Europe* » par contrainte.

Les sentiments nationaux peuvent dégénérer en chauvinisme, mais permettent aussi aux habitants d'un pays, se reconnaissant les uns les autres, d'exister comme communauté de citoyens. Ceci affecte d'un coefficient légitime d'appartenance les avancées démocratiques enracinées dans des histoires et des cultures. L'Union européenne, elle, n'unit rien, n'est même pas européenne, méprise les nations, prive les citoyens de leurs droits, enrichit les riches et appauvrit les pauvres. ■

\*Fondateur et directeur de la revue Toudi  
<http://www.larevetoudi.org>

# Retour autoritaire à l'ordre néo-libéral en Argentine

*Philippe Plumhans est un observateur attentif de l'Argentine, où il a séjourné à diverses reprises.*

*Le Drapeau Rouge l'a rencontré pour en savoir plus sur l'évolution politique de ce pays depuis le dernier basculement politique, avec la victoire de la droite conservatrice et pro-atlantiste de Mauricio Macri sur le candidat péroniste (du Frente para la Victoria) Daniel Scioli.*

**Le Drapeau Rouge.-** La politique de Nestor puis de Cristina Kirchner (2003-2015), paraissait assez solide et promise à durer. Comment expliques-tu la défaite du « kirchnerisme » ?

**Philippe Plumhans.-** Les raisons sont multiples : - la division du mouvement péroniste, dont l'aile droite s'est ralliée à l'actuel président ; - le choix comme candidat du Frente para la Victoria de Daniel Scioli, peu crédible dans ses engagements progressistes ; - l'incapacité de Cristina Fernandez de Kirchner (CFK) de rassembler la gauche non péroniste autour d'un projet national ; - la difficulté à contenir l'inflation ; - la chute du prix des matières premières ; enfin, le harcèlement des médias qui, depuis des années, attaquent de manière particulièrement odieuse le gouvernement de CFK. Ces campagnes sales et la promesse d'un changement qu'apporterait Macri ont été déterminantes dans le choix des électeurs.

**Le DR.-** Est-ce que les forces progressistes se sont présentées unies ?

**Ph. P.-** Non, et même si électoralement elle représente peu de chose, la gauche de la gauche a préféré appeler à voter blanc plutôt que soutenir le candidat kirchneriste. On peut en partie les comprendre, vu le peu de fiabilité du candidat péroniste, mais la politique du pire est rarement bonne pour les plus faibles...

**Le DR.-** Quid du syndicalisme argentin ? est-il toujours sous l'influence du péronisme ?

**Ph. P.-** Le péronisme n'est pas simple à définir mais on peut le comparer à une boîte vide qui construit son contenu à partir d'affrontements politiques et idéologiques au sein même du mouvement péroniste et de l'ensemble de la société, ce qui explique qu'il peut tout autant « produire » un président néo-libéral comme Carlos Menem dans les années 90 que des progressistes comme l'ont été les Kirchner.

Essentiellement péroniste, le syndicalisme argentin est très divisé, traversé de ces tensions qui lui font soutenir un courant soit progressiste soit réactionnaire de la société. Lors des dernières élections, le syndicat des camionneurs, un des plus puissants, s'est offert au plus offrant et a soutenu Macri, le candidat de l'oligarchie...

**Le DR.-** Quel a été le rôle de l'Église, des médias, des militaires ?

**Ph. P.-** Même si Bergoglio (le pape François) est péroniste, l'Église a été discrète dans la campagne électorale. Avec la reprise, voici dix ans, des procès pour les crimes commis sous la dictature, les militaires sont actuellement hors jeu, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne sont pas toujours là, et puissants... Quant aux médias, essentiellement le *Groupe Clarin* et *La Nación* qui représentent pas loin de 75% du paysage médiatique, leur pouvoir de malfaisance a été déterminant.

**Le DR.-** Le nouveau président Macri est en exercice depuis deux mois : peut-on déjà avoir de signes annonciateurs sur la nature de son régime ?

**Ph. P.-** Il n'a hélas pas fallu attendre deux mois pour voir quel type de politique se mettait en place ! Dès son investiture, le 10 décembre 2015, Macri procède par décrets, sans passer par la voie parlementaire, à la remise en place brutale du modèle néolibéral, en attaquant sur tous les fronts.



*Milagro Sala, députée du Parlasur, prisonnière politique du régime Macri*

**Au niveau politique :** - constitution d'un gouvernement formé de ministres issus du monde de l'entreprise : Telecom, IBM, HSBC, Deutsche Bank, LAN, Shell, JP Morgan, Axion, etc. ; - gouvernement par décrets ; - état d'urgence décrété pour un an, au motif prétendu de la lutte contre le narcotrafic mais de manière beaucoup plus floue et dangereuse (qui rappelle la dictature 76-83), contre les troubles à l'ordre public, etc.

**Au niveau économique :** - dévaluation de 40% du peso ; - suppression totale des taxes à l'exportation des productions minières et agricoles (sauf pour le soja qui bénéficie toutefois de taxes réduites) ; - suppression des taxes à l'importation ; - suppression du contrôle des taux de change ; licenciement de dizaines de milliers de travailleurs des services publics ; - augmentation de 70 à 700% du prix de l'électricité ; - paiement de la dette aux Fonds vultours (qui risque de coûter plus de 15 milliards de dollars aux finances publiques) ; - retour à l'endettement auprès du FMI ; etc.

**Au niveau des libertés :** - criminalisation des mouvements sociaux avec l'arrestation et l'emprisonnement arbitraire, depuis le 16 janvier, de Milagro Sala, députée du Parlasur et leader du mouvement Tupac Amaru ; - remise en cause de la loi des médias, votée en 2013 après 4 ans de débats, loi qui visait précisément à limiter le monopole de *Clarín* ; - licenciement de journalistes progressistes de

*suite page 14*

# La belle épopée de « Progrès films » \*

Freddy Guidé

Didier Geluck est une personnalité inoubliable du cinéma d'art et d'essai des années 60 et 70 en Belgique, actif dans le réseau des ciné-clubs à Bruxelles et en Wallonie. Il possédait un véritable talent de découvreur. Militant communiste et intellectuel lucide, il sut désobéir et imposer ses choix. Son fils, Philippe Geluck, créateur du Chat, a hérité de son humour.

Le livre de Morgan Di Salva était au départ une étude universitaire sur la distribution des films en Belgique. Il en conserve le caractère scientifique et quelque peu académique dans le traitement des archives qui permettent de retracer l'histoire de Progrès Films, de sa naissance à sa disparition. Didier Geluck dirigea la maison de distribution de 1955 à 1984. Les témoignages de ses collaboratrices (Gabrielle Claes et Grace Winter) confèrent à l'ouvrage son caractère vivant. Le livre de Morgan di Salvia constitue, espérons-le, un premier pas vers une reconnaissance publique plus large du rôle de précurseur joué par Didier Geluck dans le développement d'un cinéma d'art et d'essai en Belgique.

Créé par le Parti Communiste de Belgique (PCB) dans les années 50 pour diffuser les films soviétiques, Progrès Films dépendait au départ de l'unique organisme d'exportation de ceux-ci, Sovexport. C'était l'époque de *Quand passent les cigognes* de Mikhaïl Kalatozov (Palme d'or au Festival de Cannes en 1957). Didier Geluck obtint de son fournisseur étatique de porter à son catalogue les films en langue originale de certaines républiques – la Géorgie, l'Ukraine et l'Ouzbékistan – qui faisaient alors partie de l'Union soviétique. Il distribua les premiers films d'Otar Ioseliani et de Tengiz Abuladze, ainsi que *Les chevaux de feu* de Sergej Paradjanov. Ces réalisateurs usaient d'une liberté de ton et d'un anti-conformisme qui détonaient dans le contexte soviétique. La production des

pays satellites de l'URSS avait très tôt suscité l'intérêt de Geluck. On lui doit la découverte des premiers films des cinéastes des Nouvelles vagues de l'Est, tchèque, polonaise et hongroise : Milos Forman, Jan Nemec, Véra Chytilova, Polanski et Miklos Jancso. Certains d'entre eux étaient censurés dans leurs pays, réduits au silence ou à l'exil. À l'Ouest, ils ne rencontraient encore qu'un succès d'estime. Ces choix audacieux furent couronnés par la distribution en Belgique du chef-d'œuvre d'Andreï Tarkovsky *Andreï Roublév*. Le film fit sensation à Cannes en 1969, mais ne fut montré sur les écrans soviétiques que cinq ans plus tard.

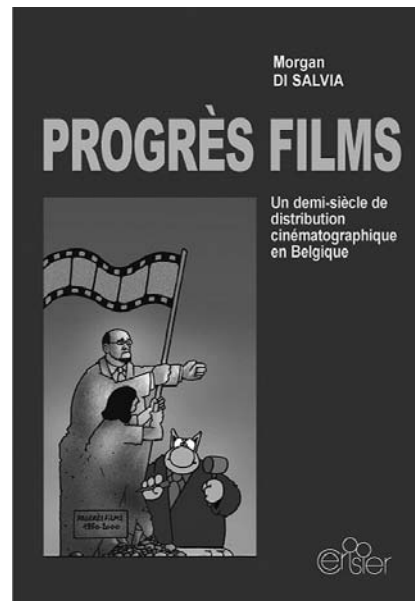
En ce qui concerne le cinéma belge des années 70 et 80, Didier Geluck fut le premier à inscrire au catalogue de Progrès Films *Jeanne Dielman* de Chantal Akerman (1974) et *Le fils d'Amr est mort* (1975) de Jean-Jacques Andrien... et cela à une époque où la reconnaissance de ces cinéastes était loin d'être acquise auprès du public. Didier Geluck révéla enfin au public de jeunes auteurs européens comme Marco Ferreri, Bernardo Bertolucci ou Rainer Werner Fassbinder, avant que d'autres distributeurs, mieux nantis, ne recueillent les fruits de ses découvertes. C'est à ce moment, en 1984, qu'il prit sa retraite. Grace Winter lui succéda alors et poursuivit sa politique de cinéma d'art et d'essai. À partir des années 70-80, cependant, la fréquentation des salles chuta et le déclin fut irréversible. Le cinéma était devenu une marchandise. Progrès Films continua néanmoins son travail de découvreur de talents et de recherche d'auteurs, mais ces auteurs « art et essai » émigrèrent vers des distributeurs plus grand public.

Désormais, un film doit engranger un maximum d'entrées en un minimum de temps. La retraite du patron Didier Geluck coïncida avec la fin d'une époque pour le milieu du cinéma belge. Le câblage, l'essor de la vidéocassette, la disparition des ciné-clubs, du 16 mm aussi, étaient bien là... Le Musée du Cinéma rendra un vibrant hommage à Geluck et à son œuvre de distributeur ; c'est assez rare pour être souligné.

La Maison Progrès Films connut ses premières difficultés financières et dut progressivement rentrer dans le rang et accepter des compromis. Les succès devinrent alors ponctuels, comme *Le*

*Festin de Babette*, mais l'industrie hollywoodienne dominait le secteur en dépit de programmes comme Eurimages (aides à la production) ou Media (à la distribution). La télévision était devenue le loisir majeur et comme le signale Laurent Creton dans *Économie du Cinéma* : « Le cinéma connaît une crise existentielle. La télévision est devenue son principal financier, mais aussi son principal diffuseur. »

Progrès Films fit quelques ultimes efforts pour s'ancrer dans une position de distributeur alternatif, mais cinéma de création et contraintes économiques n'étaient plus guère conciliables. En 2000, Progrès Films fêta ses cinquante ans d'existence, mais la fin était proche. La société se mit en liquidation ; son dernier geste consista à mettre en dépôt à la Cinémathèque Royale des copies destinées à la Décentralisation. Fin d'une belle complicité en matière de culture cinématographique. Le mérite en revient à son éditeur militant, les Éditions du Cerisier. ■



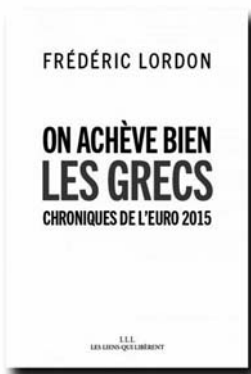
\* *Progrès films. Un demi-siècle de distribution cinématographique en Belgique*  
Morgan Di Salvia. Éditions du Cerisier - 18 euros

# Europe : naissance et déclin d'un espoir

Alain Berger

*Avec ses commentaires, notre collaborateur Alain Berger nous replace dans les scénarios du drame vécu par le peuple grec en commentant deux des ouvrages de l'économiste et philosophe Français Frédéric Lordon écrits, si l'on peut dire, dans le feu de l'action ; pendant cette année 2015 qui avait vu en Europe la naissance et le déclin d'un espoir.*

## « On achève bien les Grecs<sup>2</sup> »



Il ne faut plus (seulement) dire la crise, il faut la montrer. C'est ce que fait ici Frédéric Lordon ! À côté d'un acteur principal – l'Allemagne –, dominateur par une nécessité économique (la sienne !) plutôt

que par une agressivité expansionniste, bien des thèmes sont sur la scène : le projet européen, sa déclinaison monétaire, l'inanité des politiques d'« une autre Europe » et d'une politique monétaire démocratique, la longue durée du « non politique ». Et l'auteur rappelle que la « politique », c'est opérer des choix ! Soit précisément ce que rend impossible la constitutionnalisation européenne des règles de gouvernance économique et budgétaire.

Pour Lordon, en 2015, il faut « renverser la table » et, en premier lieu, sortir de ces règles en prenant appui sur une gauche débarrassée de ses illusions européistes<sup>3</sup> et revenue de son adhésion au libéralisme. S'il reconnaît la difficulté de ce renversement, le livre est moins explicite sur sa

mise en œuvre qu'à propos de son analyse économique. À vrai dire, LORDON semble sur ce point en retrait de son engagement de 2011 à en tracer lyriquement les perspectives (« D'un retournement l'autre »).

Lordon observe SYRIZA, restes d'une gauche non communiste unie seulement par une aspiration à la ringardisation du mot « socialisme ». Il en relève les errances et les renoncements trop rapides (malgré la légitimité politique que lui offraient ses victoires électorales). Il en profite pour mettre en garde contre les illusions que pourrait générer PODEMOS, aux renoncements plus tôt prononcés encore et dont la rhétorique confuse constitue moins une menace pour l'ordre établi qu'un enfumage de la vacuité de son projet social. Décidément très en verve pour soutenir ceux qui luttent<sup>4</sup>, Frédéric Lordon salue « Merci Patron !<sup>5</sup> », film mettant en scène les malversations profondes du patronat à l'égard de travailleurs. À partir d'une histoire vécue dans une usine du Nord de la France, il raconte une obstination et solidarité ouvrière, qui font céder le PDG de LVMH...

## « D'un retournement l'autre<sup>6</sup> »

Ce qui rattache notre inconscient à l'idée de grandeur est mobilisateur ! C'est à cette entreprise que contribue ce récit au style épique relatant tout à la fois la crise du capitalisme de 2008, les sinistres et hypocrites atterroissements auxquelles elle donna lieu, la vanité d'un Président de la République persuadé, tel Chanteclerc, que le soleil ne se levait que sur son ordre, et un conseiller dont la proximité du pouvoir ne le retient pas d'approcher la science économique sous l'angle de la réflexion, du courage et de l'humanité.

Surprenant et charmant : les alexandrins. Lordon rejoint par là, à 350 ans de distance, les observations des Classiques sur le devenir de leur pays et l'association qu'ils y firent du rire et des larmes. Révolutionnaire : le retour en force, sur

le théâtre politique, du peuple et des luttes ! Comme l'irruption vive d'un printemps bien décidé à chasser l'hiver de la pensée que nous infligent 1989 et son effacement des idéaux de solidarité et de paix.

Homme de combat du progrès, Lordon reproche déjà à Piketty son ablation du peuple et des rapports sociaux dans *Le Capital au XXI<sup>e</sup> Siècle*<sup>7</sup> ! Homme d'engagement se sentant aujourd'hui orphelin de structure pour les mener, nous le sentons pourtant penser : « le révolutionnaire entend l'herbe pousser »

Et ses vers jamais n'épargnent les nouveaux « précieux ridicules », et leur méprisante arrogance que, grimés en experts, ils assènent sur les plateaux de télévision et autres lieux de pouvoir comme autant de vérités révélées et incontestables. Ainsi voici la dictature du prolétariat remplacée par la « dictature de l'actionnariat » et l'internationale ouvrière par l'« internationale créancière ». Et ce trait qui à la fin de l'envoi aux tenants du pouvoir définitivement touche :

« D'un retournement l'autre, l'Histoire a ses relèves  
Fuyez quand il est temps le goudron se soulève »



<sup>1</sup> Par ailleurs, nous avons le plaisir de vous informer que Frédéric Lordon sera le prochain invité du DR.

<sup>2</sup> Les liens qui libèrent-2015

<sup>3</sup> En ce compris sans doute celles relatives à un supplément de démocratie qu'offrirait le Parlement européen. Voir à ce propos : Susan WATKINS-Le Parlement européen est-il vraiment la solution ? (Le monde diplomatique – Février 2016)

<sup>4</sup> Entendons Victor HUGO: "Ceux qui vivent ce sont ceux qui luttent"

<sup>5</sup> Le Monde diplomatique-Février 2016

<sup>6</sup> Seuil, Points essais-2011

<sup>7</sup> Thomas PIKETTY-Le Capital au XXI<sup>e</sup> Siècle- Seuil 2013

# Frans Masereel, artiste engagé avec son temps

Jean Flinker

**N**é en Blankenberge en 1889 et mort à Avignon, France, en 1972, Frans Masereel est, très tôt, jugé comme un artiste « séditionnel » : ses premiers dessins, il les a

donnés à *L'Assiette au beurre* – dont le rédacteur en chef est l'anarchiste Henri Guibeaux. Ayant réussi à échapper à la mobilisation générale de 1914 (ce que les autorités belges lui feront payer cher, en lui interdisant jusqu'en 1929 de retourner au pays), Masereel fréquente les milieux pacifistes. C'est durant ces années d'exil qu'il invente,



à travers la gravure sur bois, une forme de roman graphique inédit. Tirant parti de l'antagonisme du noir et du blanc (pour durcir les idées qu'il illustre), ses bois gravés apparaissent comme autant d'éditoriaux révoltés. Son style est proche des expressionnistes allemands : les légendes sont inutiles.

Aimanté par le Parti communiste belge, il pense (à l'instar de son ami George Grosz) que l'art doit être une invitation à

l'action ; l'artiste ne peut rester indifférent à la question sociale. Les gravures de Masereel garderont toujours cet idéal libertaire et emphatique.

La fête et le deuil, les pauvres et les bourgeois, le travail et les loisirs, la foule et la solitude : dans le décor tentaculaire des métropoles, les visages sont grotesques ou radieux. La ville est le lieu de toutes les passions, de tous les malheurs, des tumultes et des crimes. Des thèmes qui restent étonnamment actuels.

Bourgeois bouffis et corrompus, ouvriers au chômage, prostituées errantes, flics sadiques, émeutiers éconduits, assassins de faubourgs, machines infernales, politiciens dépravés, lumières noctambules, publicités absurdes, bals maudits, spectacles grotesques, embouteillages suffoquants, buildings aux cheminées noires toujours fumantes... Malgré ces tragédies trop quotidiennes, Masereel n'est pas un désespéré, se complaisant dans le sordide. Au contraire, c'est un amoureux

de la vie et des femmes (belles, sensuelles, magiques) que l'on croise souvent dans ses tableaux.

## L'incendie est prêt

Quand bien même l'oppression capitaliste est terrible, les travailleurs n'y sont pas représentés comme des victimes passives... Si la mort rôde, la résurrection n'est jamais loin : l'incendie est prêt. La foule est anonyme, immense, uniforme, mais elle est dense et puissante. L'artiste lui accorde une force décisive, elle peut faire violence ; la paix doit venir des peuples : « *Chaque homme devrait être un roi sur la Terre* ». Sans surprise, durant l'entre-deux-guerres, Masereel fera sienne la lutte contre l'extrême droite : à Paris, il fréquente Barbusse, Vaillant-Couturier, Aragon..., travaille pour *Clarté*, crée des tracts antifascistes, participe à *l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires*... Ses livres et ses bois gravés seront brûlés en 1933 en Allemagne, où il est interdit de séjour et menacé de mort publique en 1936. Dans le réalisme socialiste, Frans Masereel sera à la gravure ce que Fernand Léger était à la peinture.

Grand, éloquent. Jamais grandiloquent. ■

suite de la p. 11 « Argentine : retour à l'ordre »

la radio et de la télévision publiques ; - violences policières débridées, etc.

**Le DR.-** Que peut-on imaginer pour l'avenir ?

**Ph. P.-** Avec la fin des vacances d'été, on peut s'attendre à une forte réaction de la population. Le 24 février, une grève générale a mobilisé des milliers de personnes dans toutes les grandes villes du pays, grève et manifestations contre les licenciements massifs et la politique sécuritaire qui se met en place. Ici, il faut commencer à être attentif à ce qui se met en place en Argentine et plus largement en Amérique latine. Or quand ils ne font pas de la désinformation, le silence de nos médias sur le sujet est assourdissant... ■

## Argentine : 24 mars 1976 - 24 mars 2016

À l'occasion de la commémoration des quarante ans du coup d'État qui a vu, le 24 mars 1976, la mise en place d'une des dictatures les plus sanglantes d'Amérique latine, Bruxelles-Làïque, le CIDAL, Attac et la Maison de l'Amérique latine organisent une série de projections de films et de débats.

**10 mars - 20 h. Maison de l'Amérique latine, rue du Collège, 27 - 1050 Bxl :** *El Golpe. Crónica de una conspiración*. Documentaire sur le coup d'État de 1976.

**18 mars 2016 à 19 h 30 au Botanique :** *The Argentina experiment*, un documentaire qui fait le parallèle entre la crise de 2001 en Argentine et la situation grecque actuelle. organisé par le CIDAL dans le cadre du cinéma d'Attac

**22 mars - 20 h. Maison de l'Amérique latine :** *La mirada invisible*, film sur la répression en milieu scolaire sous la dictature.

**24 mars 2016 - 19 h à Bruxelles-Làïque, rue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bxl :** Moment de commémoration, débat avec Pierre Galand et Hilda Presman (Militante des droits civiques en Argentine) et projection en avant-première européenne de *Los del suelo* de Juan Baldana (2015), film qui retrace la vie d'un couple de militants réfugié pendant quatre ans dans le maquis du nord-est argentin.

Organisé par le CIDAL et Bruxelles-Làïque

*Un entretien avec Luc Delvaux, commissaire de l'exposition :*

## A propos de l'exposition *Sarcophagi* au Musée du Cinquantenaire-Bruxelles

### **Le DR.- Comment marche l'exposition ?**

Nous avons évidemment connu un creux au moment des attentats de Paris, le temps d'installer un portique de sécurité, mais maintenant c'est reparti avec succès. L'affluence dépasse même nos prévisions, sur la base de nos expositions précédentes comme « Lascaux ».

### **Le DR.- Est-ce la première fois qu'on puise aussi généreusement dans les collections du musée ?**

**Luc Delvaux** - Pour la collection égyptienne, oui, c'est la première fois. Précédemment, nos expositions sur l'Égypte ancienne avaient été conçues et réalisées ailleurs et empruntées à de grands musées tels que le Louvre, mais notre collection est très riche, d'une importance comparable à celles de Copenhague, Cambridge ou Oxford. Je reçois tout le temps des demandes de l'étranger pour des prêts à des expositions temporaires. Le problème, c'est qu'à Bruxelles, elle n'avait pas été beaucoup mise en valeur. On achève actuellement le catalogage de notre collection, ce qui nous permettra d'organiser d'autres expositions présentant nos objets, complétés évidemment de prêts extérieurs. Un de nos plus vastes projets concerne un fabuleux Livre des Morts égyptiens, une bande dessinée de 30 m de long conservée pour moitié ici et au musée de Philadelphie (USA).

### **Le DR.- Les visiteurs connaissent-ils déjà les rites funéraires égyptiens ?**

**L. D.-** D'après les questionnaires reçus, ils nous signalent très souvent qu'ils croyaient avoir de bonnes connaissances mais qu'ils ont beaucoup appris, en particulier que ces rites évoluent avec les époques. En 3.000 ans, tout change, que ce soit la forme des croyances et même le fond philosophique.

### **Le DR.- Serait-il possible d'organiser une autre exposition décrivant la vie quotidienne de ces Égyptiens ?**

**L. D.-** Oui, bien sûr, et j'espère que l'exposition actuelle sera la première d'une série exploitant nos propres collections. Nous pourrions y montrer des objets qui ne seraient pas uniquement des bijoux d'ap-

parat. Nous disposons dans nos réserves de plus de 12.000 objets issus notamment de la classe moyenne de la société égyptienne. Les deux-tiers de ces objets n'ont jamais été exposés.

Le Musée du Cinquantenaire possède des collections très variées, depuis la préhistoire jusqu'aux civilisations asiatiques et proche-orientales. Il est comparable, par son contenu, au Victoria and Albert Museum de Londres. Malheureusement, dans la situation actuelle, cet éclectisme est la qualité du musée mais aussi son plus gros problème. Nous ne pouvons donner à chaque culture l'attention (et le nombre d'experts) qu'elle mériterait. Pour reconquérir notre réputation (et nos subsides), pour que nos collections soient traitées comme elles le méritent, à chaque exposition, nous invitons un maximum de personnalités publiques. Encore faut-il qu'elles viennent et qu'elles y prêtent attention.

Il nous faut surtout marquer notre légitimité, nous inscrire dans le circuit culturel bruxellois standard. Notre musée est situé au milieu d'un parc, pas loin du centre ville par le métro (station Mérode). Pour ramener le public et attirer son attention sur nos trésors, nous puisons dans nos propres collections pour présenter des expositions temporaires telle que la présente « *Sarcophages* ».

### **Le DR.- Quels sont les obstacles principaux à ce retour des visiteurs ?**

**L. D.-** Tout d'abord, très banalement, il y a le prix du ticket d'entrée. Comment convaincre quelqu'un qu'il faut payer pour voir de vieilles choses cassées ? En 15 à 20 ans, on est passé de la gratuité à des musées payants. Depuis ce 1<sup>er</sup> janvier, le Musée de l'Armée, dernier musée fédéral gratuit, vous réclamera 5 g pour prix d'entrée. Désormais, plus personne ne peut, passant devant un musée par hasard, pousser la porte pour découvrir ses collections. Ce ne fut pas toujours la règle. Jean Capart, fondateur de la collection égyptienne pendant l'entre-deux guerres, répétait à loisir que les collections du musée devaient être gratuites et accessibles en permanence « *puisque tout avait été financé par la communauté* ». Lui-même qui revendiquait l'étiquette de catholique conservateur

avait signé un article dans lequel il affirmait que la gratuité des musées était « *un bel exemple de communisme appliqué* ». On ne peut lui donner tort. Mais ce fameux ticket d'entrée n'est pas le seul problème. Le musée doit découvrir comment s'adresser à de nouveaux publics.

### **Le DR.- Que penser de cette décision officielle de supprimer l'étude de l'Égypte ancienne dans les programmes scolaires du secondaire ?**

**L. D.-** C'est idiot, évidemment et cela s'inscrit dans cette tendance fâcheuse à sabrer dans les programmes de sciences humaines après avoir éliminé les matières artistiques (la musique et le dessin) mais on peut tenter de reconquérir le terrain. D'une manière générale, les enfants venaient traditionnellement voir nos expositions avec leurs écoles, et ils en sortaient très enthousiastes. Le problème, c'est que les enfants ne communiquaient pas forcément cet enthousiasme à leurs parents. D'après nos statistiques, la plupart de nos visiteurs adultes viennent de la moitié « riche » de Bruxelles (Uccle, Boitsfort, Woluwé,...). Peu de travailleurs immigrés ont poussé individuellement la porte d'un musée. Il faut que ce soit plutôt le musée qui aille vers eux. Présentons dans les quartiers au-delà du canal de petites expositions, avec les pièces de nos réserves. Ceci aiguïsera peut-être la curiosité pour le musée. Après de tels premiers contacts, pourquoi de petits groupes d'amis ou d'amies ne décideraient-ils pas de passer la porte ? Ce n'est pas loin, il y a le métro ou le bus. Mais, surtout il faut la curiosité, le désir de découvrir ce qu'on ne connaît pas. C'est ce qui est arrivé avec ces dames marocaines filmées par Hadja Lahbib pour son documentaire « *Patience, patience, t'iras au Paradis* ». À la question de savoir quel endroit inconnu de Bruxelles elles voulaient découvrir, elles pointèrent à notre grande surprise la section Égypte de notre musée. Elles en sortirent éblouies et fascinées. En ont-elles parlé, pour la conseiller à d'autres ? C'est la part d'inconnu avec laquelle il faut compter et qui ne va pas forcément toujours dans le mauvais sens. Inch Allah ! ■

*Propos recueillis par Robert Waelles*

## Soutenir *Le Drapeau Rouge* !

Dans un moment où tout indique qu'en exécution des politiques ultra-libérales dictées par l'Union européenne et les grands intérêts financiers internationaux, des graves mesures anti-populaires seront mises en exécution, il nous semble urgent d'organiser les résistances. À cet effet, la présence d'une presse militante, de dénonciation et propositions alternatives nous semble indispensable.

**Pour ces raisons et pour aider à la diffusion de notre presse, nous vous invitons à nous soutenir.**

**Pour ce faire, vous avez le choix :**

- ☞ De prendre un abonnement ou réabonnement ordinaire (15 € pour 12 numéros)
- ☞ D'opter pour un abonnement ou un réabonnement de soutien (25 €) ou de grand soutien (50 €). Voir le numéro de compte ci-dessous.
- ☞ D'offrir un abonnement à une amitié ou connaissance.

Dans les 2 premiers cas, n'oubliez pas de mentionner votre adresse sur le bulletin de virement en 'communication'; dans le troisième cas indiquez, toujours en 'communication', le nom et adresse de l'ami bénéficiaire de l'abonnement. Dans tous ces cas, le journal vous sera envoyé sous pli fermé à votre adresse (ou à l'adresse de l'ami)

☞ **Vous pouvez aussi nous commander (par téléphone ou via notre adresse électronique) le nombre d'exemplaires que vous croyez pouvoir vendre dans votre entourage !**



**N'oubliez pas que ce n'est que grâce à ses lecteurs que la presse militante survit !**

### Où trouver le DR ?

**Arlon :** Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 avenue Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place De Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, Place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint-Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint-Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint-Gilles.

**Charleroi :** Librairie Lejeune, Place Sabatier, 6031 Monceau-Sur-Sambre. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Club Achille Chavée, 34, rue Albelville, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entretemps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24, rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Colette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre.

## Sommaire

### L'INVITÉ DU DR

*Diaboliser poutine et Assad*  
Bruno Drweski • pp. 2-4

### ACTUALITÉS

*Le plan Galant : restructuration ou démantèlement ?*

*Soutien au 8 condamnés de Goodyear*  
René Andersen • p. 5

### SYNDICALISME

*Vous avez dit privilèges ?*  
Martin Willems • pp. 6-7

### SOCIAL

*Logement : quoi de neuf ?*  
*Tihange 2 - Doel 3 : un danger potentiel*  
Marie-France Deprez • pp. 8

### MÉMOIRE DES LUTTES

*À la FN d'Hestail, il y a cinquante ans*  
Freddy Visconti • p. 9

### EUROPE

*Les masques de l'Union européenne*  
José Fontaine • p. 10

### INTERNATIONAL

*Argentine : retour autoritaire à l'ordre néo-libéral*  
Philippe Plumhans • p. 11

### LECTURES

*La belle épopée de Progrès Films*  
Freddy Guidé • p. 12  
*Europe : naissance et déclin d'un espoir*  
Alain Berger • p. 13

### HOMMAGE

*Frans Masereel : un artiste engagé*  
Jean Flinker • p. 14

### EXPOSITION

*À propos de l'exposition «Sarcophages» au Musée du Cinquantenaire*  
Robert Waeles • p. 15



## Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable : Claude Coussement

Rédacteur en chef : Vladimir Caller

### Nous contacter ?

dr@particommuniste.be

Adresse : 9, rue Rouppe • 1000 Bruxelles

tél. : 047 237 058 • 02 537 66 81

Abonnement 12 numéros : 15 € • à l'étranger : 23 €

Abonnement de soutien : 25 €

Abonnement de grand soutien : 50 €

Chômeurs, étudiants : 8 €

### Compte en banque :

IBAN BE89 0004 1185 1185

**ATTENTION !** Veuillez indiquer votre adresse sur le bulletin de virement en communication. Merci !